



Tous droits réservés

INTRODUCTION GÉNÉRALE AU DROIT

Séance 2 - Droit privé, droit public, droit civil

I.	Le droit privé	2
A)	Le droit civil.....	2
B)	Le droit du travail	3
C)	Le droit commercial.....	3
D)	Le droit international privé.....	4
II.	Le droit public.....	4
A)	Le droit constitutionnel.....	4
B)	Le droit des finances publiques	5
C)	Le droit administratif	5
D)	Le droit international public.....	5
III.	Différences entre droit privé et droit public.....	5
IV.	Les droits mixtes	6
A)	Le droit de l'Union Européenne.....	6
B)	Le droit pénal.....	6
C)	La procédure civile	7
V.	Le droit civil	7

Dans un esprit de simplification et de meilleure organisation de la société, une distinction principale est faite entre le droit privé et le droit public.

Nous verrons dans ce cours les distinctions entre les deux, et les différentes matières qui les composent.

Nous nous attarderons particulièrement sur le droit civil, branche relevant du droit privé, en ce qu'il prend une place très importante dans le droit de manière générale.

Question : Quelle est la différence entre le droit privé et le droit public ? Qu'est-ce que le droit civil et quelle est son importance ?

I. Le droit privé



Définition : Le droit privé concerne l'ensemble des rapports entre les particuliers, ou avec des organismes privés (les sociétés, par exemple).



Exemple : Les dispositions qui concernent les rapports entre un propriétaire et son locataire relèvent du droit privé : il s'agit de deux particuliers.

Question : Quels sont les composants du droit privé ?

A) Le droit civil



Définition : Le droit civil (en latin *jus civile*) régit l'ensemble des dispositions applicables aux rapports entre les particuliers.



À retenir : C'est le droit commun ! S'il n'y a pas de règles spéciales, c'est lui qui s'applique.



Attention : On assimile parfois le droit civil au droit privé, mais le droit privé ne se compose pas uniquement du droit civil !

Le droit civil englobe par exemple :

- toutes les règles relatives à l'état civil, au mariage, au divorce. Ce sont les règles relatives aux personnes.
- toutes les règles relatives à la famille, la succession.
- les règles liées à la propriété.
- les règles liées aux contrats de droit commun.
- les règles liées à la responsabilité civile (si je cause un préjudice à quelqu'un, je dois le réparer).

B) Le droit du travail

Le droit du travail (issu majoritairement du Code du travail) correspond à l'ensemble des règles qui encadrent les travailleurs de droit commun.



Exemple : Il s'agit de toutes les règles relatives à la relation de subordination entre un employé et un employeur.

C) Le droit commercial



Définition : Le droit commercial est l'ensemble des dispositions qui s'appliquent aux commerçants, dès lors qu'ils sont dans l'exercice de leurs fonctions (Lexique juridique, Guinchard/Debard).

D) Le droit international privé



Définition : Il s'agit de l'ensemble des règles qui sont relatives aux questions de nationalité, et aux liens entre les personnes privées et les différents États (Lexique juridique, Guinchard/Debard).

II. Le droit public



Définition : Le droit public est scindé en deux parts :

- d'une part, il s'agit des règles relatives à l'organisation de l'État ;
- d'autre part, il s'agit des règles relatives aux liens entre l'État et les citoyens.

Question : Quels sont les composants du droit public ?

A) Le droit constitutionnel



Définition : Il s'agit de l'ensemble des règles qui permettent de former l'État, de constituer le gouvernement et les institutions gouvernementales.



À retenir : Les règles du droit constitutionnel sont contenues, en général, dans la Constitution.

Notre Constitution est celle de la **Vème République**. Elle a été promulguée le **4 octobre 1958**.

B) Le droit des finances publiques



Définition : Le droit des finances publiques permet de définir les règles fiscales de l'État et de ses collectivités (budgets, ressources, dépenses).



À retenir : On l'appelle aussi droit fiscal !

C) Le droit administratif



Définition : Le droit administratif est l'ensemble des règles de droit relatives aux relations entre l'administration et les citoyens (Lexique juridique Guinchard/Debard)

D) Le droit international public



Définition : Il s'agit du droit qui régit les rapports entre les différents États et les institutions internationales (l'ONU, par exemple).



À retenir : La distinction principale avec les autres branches du droit est qu'il ne s'agit pas uniquement du droit de l'État. Il a une dimension internationale.

III. Différences entre droit privé et droit public

Le droit privé a pour but de satisfaire les intérêts des particuliers. Ce sont des règles qui s'appliquent, mais que les individus peuvent adapter. Enfin, dans un procès privé, les particuliers sont égaux en droit.

Le droit public vise à satisfaire l'intérêt général. Ce sont des règles obligatoires. Dans un procès public, l'État est privilégié.

IV. Les droits mixtes

Il existe des droits qui n'appartiennent ni au droit privé, ni au droit public, car ils ont vocation à être mixte.

A) Le droit de l'Union Européenne

La France fait partie de l'Union Européenne depuis son origine. Elle faisait partie des membres fondateurs de la Communauté économique européenne, ancêtre de l'Union Européenne, **en 1957**.

Les lois de l'Union Européenne font partie de notre hiérarchie des normes. Elles doivent donc être respectées.



Définition : Il s'agit de toutes les règles qui viennent des institutions de l'Union Européenne.



Exemple : Dans les institutions de l'Union Européenne, on trouve par exemple le Parlement européen, la Commission européenne, la Cour de justice de l'Union européenne, le Conseil de l'Union européenne...

B) Le droit pénal



Définition : Le droit pénal est l'ensemble des règles qui permettent de sanctionner les individus qui se rendent coupables de délits, d'infractions ou de crimes.

Le droit pénal est contenu dans le Code pénal.

C) La procédure civile

La procédure civile s'applique en droit privé comme en droit public, car c'est l'ensemble des règles qui régit les procès et les jugements.

V. Le droit civil

Le droit civil est organisé autour d'une distinction primordiale en droit. Cette distinction, qu'on appelle la *summa divisio* (la division principale), consiste à séparer les objets des biens.



À retenir : En droit français, les personnes et les choses répondent à deux régimes différents.

Les personnes sont scindées en deux : les personnes physiques et les personnes morales.



Définition : Les personnes physiques sont les êtres humains, nés vivants et viables.

Les personnes morales sont les groupements de personnes et/ou de bien. Les sociétés, les groupements d'investissement sont des personnes morales.



Attention : Depuis **une loi du 16 février 2015**, les animaux ont un statut à part entière. Ce sont des êtres sensibles doués de sensibilité (**art. 515-14 C. civ.**).

Les objets, eux, sont scindés en deux catégories : les biens meubles et les biens immeubles.



Définition : Les biens immeubles sont ceux qui ne peuvent pas bouger (un immeuble, tout simplement).

Les biens meubles sont ceux qui peuvent être déplacés (meuble, véhicule, objet d'art).

Le droit civil a pour vocation de régir tous les rapports entre :

- personnes physiques ;
- personnes morales ;
- personnes physiques et personnes morales ;
- personnes physiques et biens ;
- personnes morales et biens.